

Quels leviers pour mobiliser les investissements bas-carbone ?

Confrontés à l'urgence climatique, les pouvoirs publics ne cessent de chercher à accélérer le rythme de la décarbonation de l'économie en promouvant les investissements bas-carbone. Ce type de politiques suppose qu'il existe de *facto* des freins à la réalisation de ces investissements et que la politique environnementale, via la tarification du carbone ou l'imposition de normes, ne peut les résorber seule. Se pose alors la question des leviers de politique économique à mettre en œuvre pour accélérer efficacement la décarbonation. Cette thèse propose d'examiner trois leviers différents : le partage des risques à l'aide des *Carbon Contracts for Difference* (CCfD), notamment au regard des importants coûts irrécouvrables qu'induisent les investissements bas-carbone ; la correction des défauts de coordination quand la décarbonation profonde requiert des investissements et innovations complémentaires tout au long d'une chaîne de valeur ; le mode d'allocation des quotas d'émissions pour des firmes régulées par un marché de quotas d'émissions avec flexibilité intertemporelle comme l'EU-ETS. Chacun de ces trois leviers fera l'objet d'un chapitre dédié.

Which levers to mobilise low-carbon investments?

Faced with the urgency of climate change, public authorities are constantly seeking to accelerate the pace of economic decarbonization by promoting low-carbon investments. This type of policy assumes that there are de facto obstacles to such investments, and that environmental policy, via carbon pricing or the imposition of standards, cannot resolve them on its own. The question then arises as to which economic policy levers should be implemented to effectively accelerate decarbonization. This thesis examines three different policy levers : risk-sharing through Carbon Contracts for Difference (CCfD), particularly in view of the high sunk costs of low-carbon investments; correcting coordination failures when deep decarbonization requires complementary investments and innovations along a value chain; and the way emission allowances are allocated for firms regulated by an emission allowance market with intertemporal flexibility, such as the EU-ETS. Each of these three levers will be discussed in a dedicated chapter.

Affiliation/Financement thèse : Co-financement 50% Chaire Economie du Climat 50% ADEME

Directeur de thèse : Marc Baudry (Université Paris-Nanterre, CEC)

Ecole doctorale : ED 396 - Economie, Organisations, Société

Employeur : ADEME

Laboratoire d'accueil : EconomiX – CNRS, UMR 7235